



Commune de KERGLOFF

2 Place Saint Tremeur

29270 KERGLOFF

Tel : 02/98/93/40/43

Mail: mairie@kergloff.fr

Mission de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement du bourg

Marché à procédure adaptée en application de l'article
R2123-1 du Code de la Commande Publique

CAHIER DES CHARGES DE LA MISSION

I. PRESENTATION DU PROJET

1) Contexte du projet

La commune de KERGLOFF est une commune rurale de 880 habitants située en Centre Ouest Bretagne, à proximité immédiate de Carhaix-Plouguer.

La commune a déjà réalisé des travaux d'aménagement de son bourg entre 2001 et 2006. Ces travaux ont permis d'effacer les réseaux mais ont surtout concerné les abords de l'église et de la salle polyvalente.

Un plateau ralentisseur a également été aménagé en 2011.

Les deux principaux carrefours situés en entrées d'agglomération restent cependant problématiques (carrefour de la Croix d'en haut et carrefour de la Croix d'en bas). De nombreux véhicules circulent en effet sur l'axe principal du bourg (RD 48 qui relie Plouyé, Landeleau, Collorec à Carhaix-Plouguer).

Si le passage de véhicules est un atout pour les commerces du centre bourg et notamment pour l'épicerie, il est aujourd'hui nécessaire réaliser des travaux de sécurisation et de mise en accessibilité pour maintenir et développer les services tout en préservant un cadre de vie de qualité pour les habitants.

2) Objectifs du projet

La réflexion autour du projet d'aménagement porte sur l'ensemble des déplacements dans le bourg mais deux secteurs prioritaires ont été identifiés :

- **L'aménagement du carrefour dit de la croix d'en haut** qui doit permettre de :
 - signaler à l'automobiliste circulant sur la route départementale (RD 48) l'entrée en agglomération
 - sécuriser le passage des véhicules en provenance de la route de Néveit (non respect de la priorité à droite dans un sens et manque de visibilité dans l'autre sens).
- **L'aménagement du carrefour dit de la croix d'en bas** qui se situe au croisement de la route départementale (RD 48), de la route du Hartz et de la rue de Poulfanc ; cette dernière mène aussi à la zone de loisirs, très appréciée des habitants et fréquentée par les plus jeunes. Le projet d'aménagement doit permettre de sécuriser les déplacements piétons à proximité de l'école et du nouveau lotissement du Hartz.
- Entre ces deux secteurs, **l'aménagement d'un cheminement doux** entre ces 2 carrefours est envisagé (signalisation horizontale et/ou verticale)

La réflexion devra s'articuler autour des grands axes suivants :

-la réduction de la vitesse des véhicules aux entrées d'agglomération et dans le bourg
-la sécurisation des déplacements doux en améliorant l'accès aux commerces et aux équipements publics (mairie, salle polyvalente, école, zone d'activités et de loisirs...)
-la revitalisation du bourg en renforçant son rôle de lieu d'échanges et de convivialité (prise en compte des activités culturelles, festives et sportives)
-la prise en compte de la ruralité de la commune (passages d'engins agricoles...)
-l'intégration d'une démarche de développement durable (qualité et durabilité des matériaux, imperméabilisation des surfaces limitée...) mais avec un coût maîtrisé (tant au niveau de l'investissement initial que pour l'entretien ultérieur par les services techniques communaux). Les coûts de fonctionnement induits par les propositions d'aménagement seront donc obligatoirement présentés au maître de l'ouvrage.

3) Contraintes particulières du projet

Le projet se situe aux abords d'un monument historique (Eglise Saint Trémeur inscrite).

Le projet sera donc soumis à permis d'aménager avec consultation obligatoire de l'architecte des Bâtiments de France.

Le projet devra prendre en compte les projets connexes et notamment :

- le projet d'aménagement ultérieure d'une coulée verte (accès à prévoir)
- le projet de création d'une voirie partagée du bourg jusqu'à la vallée de l'Hyères
- la projet de réhabilitation de l'ancienne mairie et du logement attenant (transformation en logements).

En terme de délai de réalisation, la commune a obtenu une subvention au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local. Les travaux d'aménagement doivent donc pouvoir démarrer rapidement.

4) Modalités d'intervention et de concertation

L'équipe de maîtrise d'œuvre travaillera en collaboration étroite avec une commission municipale en charge du projet. Le projet devra aussi être présenté et validé in fine par le conseil municipal avant le lancement de la consultation pour travaux.

Le projet devra associer la population.

Les partenaires suivants devront aussi être associés au projet :

- le Département, gestionnaire de la voirie
- le CAUE du Finistère
- le réseau Bruded
- le Syndicat Intercommunal d'Eclairage et de Communications Electroniques (SIECE), assistance à maîtrise d'ouvrage en matière de voirie et réseaux

La phase de concertation avec la population et les partenaires est à intégrer au planning d'exécution.

II. CONTENU DE LA MISSION

La mission sera exécutée par une équipe ayant des compétences pluridisciplinaires avec une maîtrise en terme d'architecture, d'aménagement urbain et paysager et des questions relatives aux voiries et réseaux. Des compétences en développement durable sont indispensables.

L'équipe sera obligatoirement composée d'un architecte afin de pouvoir élaborer le projet architectural, paysager et environnemental dans le cadre du permis d'aménager.

1) Eléments de la mission :

L'équipe de maîtrise d'œuvre se verra confier une mission complète de maîtrise d'œuvre dont le contenu précis des éléments de mission est détaillé dans l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

La mission comprend notamment :

- **Etude préliminaire**

Le maître d'œuvre réalise un diagnostic afin de :

- prendre en compte les contraintes techniques et réglementaires (voirie, réseaux, sécurité...)
- rencontrer les différents acteurs susceptibles de contribuer ou d'être impacté par le projet (services techniques, commerçants, enseignants, parents d'élèves....) .

Une liste de ces acteurs sera arrêtée lors de la réunion initiale entre l'équipe de maîtrise d'œuvre et le maître de l'ouvrage

- proposer des scénarii d'aménagement sous la forme d'esquisses de plan masse , de coupes de principe et profils de travers et de croquis d'ambiance.

Le maître d'œuvre pourra s'appuyer en partie sur l'étude conseil réalisé par le CAUE du Finistère et jointe à la présente consultation.

Il est cependant précisé que cette « étude conseil » constitue seulement une aide apportée au maître de l'ouvrage et de pistes de réflexion mais et en aucun cas des orientations validées par la municipalité.

- **Etude d'avant-projet (AVP)**

Après le choix d'un scénario d'aménagement par les élus, le maître d'œuvre propose :

- un plan de masse
- des coupes et croquis d'ambiance
- des palettes de matériaux , mobilier urbain et végétaux
- une estimation sommaire des coûts
- une proposition de phasage des travaux en lien avec les capacités financières de la commune

- **Définition du Projet (PRO)**

Il s'agit de définir l'ensemble des travaux d'aménagement , d'en donner un coût précis (estimation par lot) et d'arrêter le calendrier des travaux. Cette phase comprend aussi le dépôt du permis d'aménager.

- **Assistance aux contrats de travaux (ACT)**

Une fois le projet arrêté et le permis d'aménager obtenu, le maître d'œuvre prépare le dossier de consultation des entreprises (y compris l'ensemble des pièces administratives : CCAP, RC...). Il présente ensuite au maître de l'ouvrage son rapport d'analyse des offres en vue de l'attribution des lots.

- **Direction de l'exécution des travaux (DET) et Assistance lors des opérations de réception (AOR)**
- **Missions complémentaires : Organisation, Pilotage et Coordination des travaux (OPC) en option**

2) Déroulement de la mission :

A l'initiative du maître d'ouvrage et au plus tard dans les 15 jours suivant le démarrage de la mission, le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre se réunissent afin notamment :

- d'identifier les interlocuteurs en charge de l'opération ;
- de définir les modalités d'échanges, notamment dématérialisés, avec la maîtrise d'ouvrage ;
- de définir les modalités de travail collaboratif avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage ;
- de compléter la base documentaire nécessaire au démarrage des études du maître d'œuvre ;
- de présenter les spécificités du circuit de paiement du maître d'ouvrage et d'arrêter les modalités pratiques de facturation des prestations.

La collectivité fournira au maître d'œuvre l'ensemble des plans et des études dont elle dispose (plans cadastraux, plans des réseaux, PLU...).

Pour chaque phase de la mission, le maître d'œuvre fournira un dossier de présentation écrit sur support papier (en 3 exemplaires) et sur support numérique (au format PDF et au format DWG) .

Un compte rendu sommaire et synthétique de chaque réunion est transmis dans un délai de 7 jours au maître de l'ouvrage

Pendant le déroulement de la mission, le maître d'ouvrage communique au maître d'œuvre toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'œuvre pour l'exécution de son marché. Il s'agit notamment :

- de toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- de toute observation ou de tout document adressés directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions. Le maître d'œuvre communique aussi au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

3) Délai d'exécution de la mission

Le maître d'œuvre est tenu de respecter le délai d'exécution fixé à l'article 2.5 de l'acte d'engagement.

Des pénalités de retard sont applicables dans les conditions prévues à l'article 16.2 du CCAG-MOE et selon le processus défini à l'article 16.2.4 du CCAG-MOE.

III. Rémunération du maitre d'œuvre

1) Fixation du forfait de rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites dans le présent cahier des charges.

Le forfait de rémunération fixé dans l'acte d'engagement, est provisoire, conformément aux dispositions des articles R. 2112-18 et R. 2432-7 du code de la commande publique.

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'APD et de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût prévisionnel des travaux.

2) Engagement du maitre d'œuvre sur le coût des travaux

L'enveloppe financière affectée aux travaux est fixée à 400 000€ HT.

Si le coût prévisionnel proposé est égal à la part de l'enveloppe financière affectée aux travaux, la notification de la décision de réception de l'élément APD vaut transformation du forfait provisoire de rémunération en forfait définitif.

Si le coût prévisionnel proposé est supérieur à l'enveloppe affectée par le maître de l'ouvrage au programme, ce dernier peut demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

Si le coût prévisionnel accepté par le maître de l'ouvrage n'est pas égal à l'enveloppe financière affectée aux travaux, un avenant fixe le coût prévisionnel et le forfait définitif de rémunération.

Le maître d'œuvre s'engage à respecter le cout prévisionnel des travaux (CPT) à programme constant. Le contrôle de cet engagement s'opère en comparant le coût cumulé des marchés de travaux réajusté au coût prévisionnel des travaux assorti d'un taux de tolérance fixé à 5%.

Si après fixation du coût prévisionnel, le maitre de l'ouvrage décide de modifications de programme, leur incidence financière devra être chiffrée et un nouveau forfait de rémunération est alors fixé par avenant.

Le coût de réalisation des travaux est le coût qui résulte des marchés des travaux . Il est assorti d'un seul de tolérance de 3%. En cas de dépassement du seuil de tolérance à l'achèvement des travaux, le maitre d'œuvre supporte une pénalité calculée comme suit : coût final -seuil de tolérance x5% , dans la limite définie aux articles L2432-1 ET R2432-4 du Code de la commande publique.

3) Modalités de révisions et de paiement des prestations

En application de l'article 10.1.1 du CCAG-MOE, le prix est révisable selon la formule suivante : $C = 0,125 + 0,85 \text{ Im/Io}$

dans laquelle Io et Im sont les valeurs prises par l'index ingénierie respectivement au mois m0 et au mois m au cours duquel l'acompte ou l'élément de mission est remis

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Les demandes de paiement sont transmises de manière dématérialisée au maître d'ouvrage sur le portail public de facturation et comportent les mentions obligatoires définies à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le maître d'œuvre à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application de l'article 11.5 du CCAG-MOE et conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique et , dans la limite de l'échéancier ci-dessous :

Eléments de mission	Exigibilité de l'acompte	
Esquisses-Diagnostic	80% à la remise du dossier	
	20% à l'admission du maître d'ouvrage	
Etudes d'avant-projet	80% à la remise du dossier	
	20% à l'admission du maître d'ouvrage	
	20% à l'admission du maître d'ouvrage	
Etudes de projet	80% à la remise du dossier	
	20% à l'admission du maître d'ouvrage	
Assistance pour la passation des marchés de travaux	50% à la remise des éléments du DCE produits par le maître d'œuvre	
	30% à la remise du rapport d'analyse des offres	
	20% après la mise au point des marchés de travaux	
Direction de l'exécution des marchés de travaux	95% $\frac{DET}{n}$	n étant le nombre de mois correspondant au délai d'exécution des marchés de travaux, y compris la période de préparation
	5% en proportion des montants des décomptes généraux et définitif des entrepreneurs.	
Assistance aux opérations de réception	60 % à compter de la date d'effet de la réception	
	15% à compter de la levée des réserves mentionnées dans la décision de réception	
	10 % à la remise du dossier des ouvrages exécutés établi par le maître d'œuvre	
	10% à la remise du dossier des ouvrages exécutés établis par les entreprises	
	5% à l'issue de l'année de parfait achèvement	

IV-Assurances

- **Responsabilité décennale**

Cette police doit garantir la responsabilité décennale au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil dans les conditions prévues aux articles L. 241-1 et suivants du code des assurances.

- **Responsabilité civile professionnelle**

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le maître d'œuvre est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et du maître de l'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Le maître d'œuvre supporte les conséquences financières de sa responsabilité dans les limites des plafonds de garantie fixés dans son contrat d'assurance.

Les attestations d'assurance du maître d'œuvre sont jointes au marché.. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée. Dans le cas où il aurait contracté des garanties facultatives, le maître d'ouvrage transmet les attestations ou les lettres d'intention émanant de son assureur, afférentes à ces polices.

IV-Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- le présent cahier des charges de la mission
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG-MOE) ;
- les clauses du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) précisant le rôle du maître d'œuvre dans le cadre de l'exécution des marchés de travaux ;
- l'offre technique du maître d'œuvre, composée de pièces écrites et éventuellement graphiques, y compris les compléments apportés en cas de négociation et de mise au point, ainsi qu'un tableau détaillé de répartition des tâches par éléments de mission et par lot si l'offre a été déposée par un groupement ;
- les éléments de décomposition de l'offre financière du maître d'œuvre ;

Les stipulations du présent marché sont conformes aux dispositions :

- du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du code de la commande publique relative à l'exécution du marché ;
- du livre IV de la deuxième partie du code de la commande publique portant sur les dispositions propres aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre privée ;
- de l'annexe 20 du code de la commande publique précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé.

